

## Les pays nordiques parviennent à conjuguer croissance et protection sociale

Article paru dans l'édition du 25.05.05

**Moribond dans les années 1990, le modèle scandinave a misé sur la formation et la technologie, ce qui lui a permis de réduire le chômage**

**O**n l'a parfois annoncé moribond, obsolète, voire donné pour mort. Mais le modèle social nordique a peu ou prou survécu aux crises économiques et aux changements de majorité gouvernementale.

Issu d'une culture du consensus et de l'égalitarisme sans équivalent en Europe, cet arsenal de mesures souvent généreuses n'en finit pas d'intriguer le reste du continent. A Bruxelles, ces pays sont cités en exemple. Le Danemark, la Finlande et la Suède affichent en effet des performances économiques globalement supérieures aux autres pays. La Norvège également, mais elle constitue un cas à part, en raison des richesses pétrolières qu'elle accumule et de son maintien hors de l'Union européenne (UE).

Notion aux contours un peu flous, le fameux modèle touche notamment à la sphère privée des citoyens qui, moyennant des taux de prélèvements obligatoires parmi les plus lourds du monde, bénéficient de prestations importantes tout au long de leur vie : congés maternité (treize mois en Suède, dont au moins deux pour le père), crèches en nombre suffisant et à des prix abordables, éducation bon marché, formation continue plutôt performante, prise en charge garantie des personnes âgées, etc.

On englobe aussi dans ce modèle les relations entre syndicats, très implantés, et patronat, qui sont fondées sur le pragmatisme depuis les années 1930. Les gouvernements n'interviennent que peu dans ce dialogue. Il leur arrive de débloquer les - rares - conflits sociaux. Autre marque de fabrique, l'entente qui, laplupart du temps, règne entre sociaux-démocrates, à l'origine dudit modèle et souvent au pouvoir dans la région, et entreprises privées. C'est le cas surtout en Suède, la principale puissance industrielle scandinave, où le Parti à la rose et de grandes firmes exportatrices (Ericsson, Electrolux, etc.) veillent à leurs intérêts communs.

Avec le temps, les paramètres de cet édifice, difficilement reproduisible ailleurs, ont évolué. Jusque dans les années 1970, le modèle social comportait un pilier quasi inamovible : le plein emploi, garanti aux salariés en contrepartie d'une modération salariale de la part des syndicats. Cette caractéristique a volé en éclats lors des crises économiques qui ont frappé le Danemark, dès les années 1980, puis la Finlande et la Suède. Le taux de chômage a alors grimpé jusqu'à 20 % (en Finlande).

### RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

Depuis, les dirigeants de la région se targuent d'avoir fait de la lutte contre le chômage leur priorité. Tout en réduisant temporairement le niveau des prestations sociales, les gouvernements ont financé moult programmes de formation. Si les statistiques publiées par l'agence européenne Eurostat sont flatteuses (chômage de 5 % au Danemark et de 6,3 % en Suède en mars), « la réalité est plus sombre si l'on inclut dans les sans-emploi les personnes en formation ou en congé de longue maladie », pointe Hannu Kaseva, de l'Institut de recherche sur l'économie finlandaise (ETLA).

Il n'en demeure pas moins, fait remarquer Tom Saxén, secrétaire général du Conseil des syndicats nordiques, que « l'environnement social, du fait de son caractère pacifique et prévisible, crée un climat favorable au développement de la compétitivité sur le lieu du travail ». Ce n'est pas un hasard si les pays de la région sont régulièrement fort bien classés dans ce domaine. Ces pays font de gros efforts en matière de formation et de recherche et de développement. Cette stratégie porte ses fruits, avec le succès de ces pays dans les biotechnologies et les télécommunications, qu'il s'agisse d'Ericsson en Suède ou de Nokia en Finlande.

La grande compréhension des syndicats, lorsqu'il s'agit d'appliquer des plans sociaux réalisés « pour le bien des entreprises », n'est pas étrangère à ces succès. Il en est allé de même avec les privatisations de pans entiers de l'économie (télécommunications, poste, transports). Insufflées par des gouvernements de centre-droite au début des années 1990, elles n'ont pas pour autant été remises en cause lors du retour des sociaux-démocrates au pouvoir. Cette relative continuité a contribué au maintien d'une croissance supérieure à la moyenne de la zone euro. Seule la Finlande a adopté la monnaie unique, mais les Etats de la région ont tous veillé à présenter des finances publiques excédentaires depuis quelques années.

Toutefois, le modèle nordique est, lui aussi, soumis à rude épreuve, sous les coups de la mondialisation. De plus en plus d'entreprises du cru délocalisent leurs capacités de production. D'autres font appel discrètement à une main-d'oeuvre bon marché provenant de Pologne ou des Républiques baltes, suscitant de vives tensions. La position des syndicats s'effrite peu à peu, alors que se creusent les différences de revenus. En outre, le prochain départ à la retraite des générations du baby-boom, notamment en Finlande, privera les Etats-providence locaux de précieuses ressources fiscales nécessaires à leur financement.

**Antoine Jacob**

» A la une  
» Le Desk  
» Opinions

» Archives  
» Forums  
» Blogs

» Examens  
» Culture  
» Finances

» Météo  
» Carnet  
» Immobilier

» Emploi  
» Shopping  
» Nautisme

» Voyages  
» Newsletters  
» RSS

» Abonnez-vous 15€ par mois  
» Déjà abonné au journal  
» Le journal en kiosque

